

ÉMISSIONS DE GES : LES ENTREPRISES NE POURRONT PAS TOUT FAIRE SEULES

GENS D’AFFAIRES, INDUSTRIELS ET ÉCOLOGISTES S’UNISSENT POUR DEMANDER UN VIRAGE EN TRANSPORT

Montréal, le 30 novembre 2016 – L’augmentation des émissions de gaz à effet de serre (GES) attribuables au secteur du transport, constatée dans les dernières décennies, menace les progrès accomplis par les autres secteurs en matière de lutte aux changements climatiques, affirment aujourd’hui le Conseil patronal de l’environnement du Québec (CPEQ), le Conseil du Patronat du Québec (CPQ), la Chambre de commerce et d’industrie de Québec, Destination Centre-Ville, l’Association du camionnage du Québec, la Fondation David Suzuki, Équiterre, Vivre en Ville et le Regroupement des conseils régionaux de l’environnement (RNCREQ).

Unissant leurs voix, ces organisations du monde des affaires et de l’environnement demandent des investissements gouvernementaux immédiats, afin d’organiser une transition énergétique efficace dans le secteur des transports. Cette dernière passe entre autres par une offre accrue en transport collectif au Québec, une optimisation des chaînes logistiques et du transport de marchandises, la fixation d’une cible de réduction des émissions de GES spécifique au secteur du transport et la conception d’une politique québécoise de mobilité durable et d’aménagement du territoire. Elles invitent tout particulièrement le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l’Électrification des transports du Québec (MTMDET) à en faire davantage, en ce qui concerne l’atteinte des ambitieux objectifs de réduction de GES fixés par le ministère du Développement durable, de l’Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC).

Des émissions de GES en forte hausse dans le secteur des transports

« La situation semble aller à contre-courant : des dizaines de milliers de véhicules s’ajoutent chaque année sur les routes du Québec, ce qui a pour effet de rendre la congestion endémique, alors qu’il faudrait offrir des solutions de mitigation adéquates. Cette situation nuit au transport des personnes et des marchandises et coûte des milliards de dollars aux citoyens et aux entreprises québécoises annuellement » notent les signataires.

« La Capitale Nationale n’échappe plus aux questions de congestion. La mobilité des biens et des personnes est devenue un enjeu majeur pour le développement de la région. La solution doit

passer par des investissements importants dans les infrastructures de transport collectif » précise **Alain Aubut, président et chef de direction de la CCIQ.**

« Sans une intervention décisive et immédiate dans le secteur des transports, il sera impossible d'atteindre la cible de réduction des émissions de GES de 37,5 % d'ici 2030. Le ministère des Transports du Québec doit impérativement et prioritairement se doter d'une cible et d'une stratégie de réduction des GES qui passe par une politique de mobilité durable et d'aménagement du territoire, pour le transport des personnes et des marchandises, et ce dès 2017 » affirme **Karel Mayrand, directeur général de la Fondation David Suzuki.**

Le fédéral investit en infrastructures et en transport collectif, le Québec est-il prêt à emboîter le pas ?

Devant les investissements de plusieurs milliards de dollars supplémentaires que le gouvernement fédéral offrira aux provinces pour des projets d'infrastructures vertes, particulièrement pour le développement du transport collectif, les signataires invitent le gouvernement du Québec à emboîter le pas et à saisir cette opportunité.

« La situation actuelle de nos réseaux de transport est le reflet de lacunes accumulées dans la planification de nos besoins en mobilité des personnes et des marchandises. Le contexte des réinvestissements attendus aux niveaux municipal, provincial et fédéral est une occasion de mieux faire, pour ne pas répéter l'histoire, en instaurant une culture de l'aménagement intégrée aux transports, pour améliorer durablement l'efficacité de nos réseaux », estime **Yves-Thomas Dorval, PDG du CPQ.**

Climat : les autres secteurs économiques ne pourront pas toujours compenser sans des efforts supplémentaires en transport

Organisations d'affaires et environnementales s'impatientent également devant trop peu d'initiatives du MTMDET en matière de réduction des émissions de GES.

« Le secteur des transports est celui qui a connu la plus forte augmentation de ses GES depuis 1990 et menace maintenant l'atteinte des objectifs futurs du Québec en matière de lutte aux changements climatiques » déclare **Steven Guilbeault directeur principal d'Équiterre.** « De plus, ce secteur connaît de profondes transformations dont le développement ne peut se faire à la petite semaine, nous avons besoin d'une vision et d'un plan qui permettra de bien orienter ce secteur » ajoute-t-il.

« Alors que les industries du Québec ont réduit leurs émissions de GES de 21,8 % depuis 1990, le secteur du transport dans son ensemble a vu les siennes s'accroître de 24,8 % durant la même période, et ce, malgré les nombreuses mesures réglementaires et autres prises par les pouvoirs publics et par les différents intervenants. Nous invitons le gouvernement du Québec à prendre

acte de la situation et à poser les gestes nécessaires pour inverser cette tendance lourde. Il est illusoire de croire que le secteur industriel, qui a déjà considérablement réduit ses émissions de GES depuis 1990, pourra continuer encore bien longtemps de porter de façon si importante le fardeau de réduire les émissions de GES du Québec », affirme **Hélène Lauzon, présidente du CPEQ**. « De plus, l'offre de programmes devra être ajustée et bonifiée de façon substantielle pour aider notamment le secteur du transport de marchandises et des véhicules lourds à contribuer aux efforts de réductions, alors qu'ils produisent le tiers des émissions des transports » ajoute-t-elle.

« Depuis plusieurs années, l'industrie du transport routier de marchandises œuvre à réduire son empreinte écologique notamment en se dotant d'équipements plus performants. Cela dit, nous sommes favorables aux mesures qui pourraient soutenir le développement du transport collectif et qui par conséquent contribueraient à améliorer la fluidité sur nos routes, ce qui permettrait d'augmenter l'efficacité des transporteurs qui doivent y transiter » souligne **Marc Cadieux, pdg de l'ACQ**. « L'ACQ poursuit également ses représentations à l'effet que soit reconduit le programme Écocamionnage qui émane du Fonds vert. Il s'agit d'un bel exemple des retombées positives qu'ont les investissements gouvernementaux qui reconnaissent et valorisent l'importance du virage vert entrepris par notre industrie. » ajoute-t-il.

Un plan économique durable qui passe par les transports

Les signataires estiment que la solution passe par des investissements massifs en infrastructures de transport durable, lesquelles sont à même de réduire la congestion et de stimuler l'industrie québécoise.

« Au Québec, le transport en commun génère près de 3 fois plus d'emplois et de retombées que les investissements en transport automobile. Même l'Ontario, qui ne dispose pas d'un tel avantage, prend actuellement ce virage vers le transport collectif. Le Québec doit emboîter le pas à son voisin ontarien; il en va de notre compétitivité et de notre prospérité », précisent les signataires.

« En plus de compter sur des investissements substantiels pour développer l'offre de transports collectifs et assurer le transport efficace des marchandises partout au Québec, le MTMDET devra mettre en place une série de mesures réglementaires et des instruments économiques qui contribueront eux aussi à favoriser les changements de comportement des Québécois et Québécoises en matière de mobilité. Ces mesures, qui sont en outre à faible coût, généreront des économies rapidement en plus d'avoir des effets directs positifs sur la mobilité », conclut **Philippe Bourke du RNCREQ**.

Renseignements

Émilie Novales

COPTICOM

514.577.5838

enovales@copticom.ca